

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Évry-Courcouronnes, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMC ISOCHEM

32 RUE LAVOISIER
91710 Vert-Le-Petit

Nos réf. : D2025- *0586*

N° RVAT : 62332

Code AIOT : 0006505094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement PMC ISOCHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection était réalisée dans le cadre d'une action nationale visant la thématique de la perte d'utilités électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOCHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Basée sur la commune de Vert-le-Petit, la société PMC ISOCHEM exploite un site industriel dédié à la chimie fine pour la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le site. Les fabrications se font en 5*8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes.

Au titre de la réglementation ICPE, ce site est classé SEVESO Seuil Haut et fait donc l'objet d'au moins une inspection par an par les services d'inspection ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il apparaît que la société PMC Isochem a bien pris en compte le risque associé à une perte d'utilités. Sa stratégie repose sur une mise en sécurité du site en cas de coupure électrique, toutes les productions sont arrêtées.

Les moyens à disposition ainsi que ceux mis en œuvre tendent à conclure que le site peut rester en sécurité plus de 48h en cas de rupture d'alimentation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	utilités et dispositifs de secours électrique (5)	article 52	
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'une stratégie en cas de coupure électrique et des moyens associés qui semblent adaptés aux installations. L'inspection n'a donc pas relevé de non-conformités.

Toutefois deux demandes sont formulées :

- Il conviendra de corriger la coquille quant à la puissance du groupe électrogène qui est de 750 kVA dans l'étude de dangers alors qu'elle serait de 800 kVA selon l'exploitant. **(demande 1)**
- La procédure n°V-ITSE-407/3 « procédure à suivre en cas de coupure électrique » pourrait utilement être complétée pour définir la marche à suivre si le groupe électrogène ne démarre pas ou si ce dernier tombe en panne. De plus, il appartient à l'exploitant de vérifier avec son prestataire de maintenance du groupe électrogène, le délai d'intervention en cas d'urgence. **(demande 2)**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : L'exploitant présente le plan de localisation des installations électriques. Un poste de livraison spécifique alimente deux TGBT sur le site. Seul le TGBT alimentant les bâtiments de production est secouru par le groupe électrogène. Les deux TGBT ne sont pas redondants, ils alimentent deux zones distinctes du site. L'exploitant a exposé un incident survenu sur le site le 1 ^{er} mars 2022. En effet, il y a eu une coupure de courant suite à une attaque d'un poste de livraison du fournisseur d'énergie par des militants. Plusieurs abonnés de la ligne alimentée par ce poste de livraison dont PMC Isochem se sont retrouvés sans courant. L'exploitant indique que les communications ont également été coupées pendant 45 minutes. L'enquête policière serait toujours en cours.

Il précise que des micro-coupures sont également observées lors des phases de tension en alimentation électrique sur les périodes hivernales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

L'exploitant indique que la perte d'utilité électrique induit de manière quasi instantanée, d'une part la mise en sécurité des différentes vannes et d'autre part le démarrage du groupe électrogène de secours. Il précise que le groupe électrogène est d'une puissance de 800 kVA et qu'il dispose d'une autonomie d'une centaine d'heures.

La production nécessite l'utilisation de la chaudière, cette dernière n'est pas secourue par le groupe électrogène. L'exploitant confirme donc qu'en cas de perte d'électricité, la production est arrêtée et ne peut pas être reprise avant le retour du courant. Le fonctionnement du groupe électrogène sert uniquement à maintenir les installations en sécurité.

Certains équipements sont protégés par des onduleurs, qui permettent notamment de faire face aux micro-coupures, ou des batteries d'une autonomie estimée à 1h.

Parmi les équipements secourus par le groupe électrogène, certains sont également secourus par onduleurs ou batteries.

Il indique que plusieurs alarmes se déclenchent en cas de coupure électrique du poste de livraison suite à la mise en sécurité automatique des systèmes. Ce sont ces alarmes qui permettent de déterminer qu'il y a ou qu'il y a eu une coupure électrique.

L'exploitant dispose d'une procédure référencée V-ITSE-407/3 « procédure à suivre en cas de coupure électrique ». Cette procédure indique le numéro du fournisseur d'énergie à appeler pour connaître la durée prévisionnelle d'indisponibilité électrique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il conviendra de corriger la coquille quant à la puissance du groupe électrogène qui est de 750 kVA dans l'étude de dangers alors qu'elle serait de 800 kVA selon l'exploitant. (demande 1)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Lors d'une perte d'utilité électrique, la micro-coupure avant démarrage du groupe électrogène entraîne l'arrêt de certaines installations. Une fois le groupe électrogène en route, certaines installations redémarrent automatiquement alors que d'autres nécessitent un redémarrage manuel. La procédure n°V-ITSE-407/3 « procédure à suivre en cas de coupure électrique » liste les équipements à redémarrer et la priorité de redémarrage pour celles à redémarrer manuellement.

Il est rappelé que le redémarrage des installations a pour but de les maintenir en sécurité et n'est pas lié à un redémarrage de la production. Notamment, l'exploitant confirme que l'introduction de phosgène s'arrête et se met en sécurité en cas de perte électrique. Les modalités de poursuite de la mise en sécurité par le personnel seront adaptées en fonction de la nature de la production et de l'étape à laquelle la production s'est arrêtée. L'exploitant précise que cette procédure est à suivre également suite à la bascule du groupe électrogène vers l'alimentation électrique par le réseau principal car cette bascule induit la mise en sécurité des différentes vannes (comme lors de la coupure électrique).

La conduite à tenir en cas de non-démarrage du groupe électrogène est précisée dans la procédure n°VLP-175/7 « Conduite à tenir en cas de situation dégradée prévue ou non-prévue ». Celle-ci consiste à mettre à l'arrêt les installations. Néanmoins, elle n'est pas indiquée dans la procédure n°V-ITSE-407/3 « procédure à suivre en cas de coupure électrique ».

Pour ce qui concerne la maintenance du groupe électrogène, aucune pièce de rechange n'est présente sur le site. L'exploitant dispose d'un numéro générique pour contacter la société de maintenance mais la rapidité d'intervention en cas d'urgence n'est pas définie. L'inspection a constaté durant la visite des installations l'affichage de ce numéro dans le local du groupe électrogène.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La procédure n°V-ITSE-407/3 « procédure à suivre en cas de coupure électrique » pourrait

utilement être complétée pour définir la marche à suivre si le groupe électrogène ne démarre pas ou si ce dernier tombe en panne. De plus, il appartient à l'exploitant de vérifier avec son prestataire de maintenance le délai d'intervention en cas d'urgence.(demande 2)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

L'inspection s'est limitée aux seules consignes liées à la perte d'utilité.

Il a été constaté lors de la visite du site la présence de reports d'alarme visuels en salle de conduite dans le bureau du chef de quart. Le journal d'alarme dans le synoptique précise où se passe le problème mais ne précise pas l'origine. L'exploitant précise qu'une alarme sonore s'enclenche également sur certaines détections (gaz par exemple) et qu'en plus du report d'alarme, une alarme visuelle se déclenche au niveau des installations. Certaines alarmes (incendie, chaudière,...) sont également reportées sur les téléphones portables du chef de quart, de l'astreinte et du service HSE.

Le chef de quart présent lors de la visite a pu présenter la procédure imprimée liée à la perte électrique (cf. fiche n°3). À noter, il n'a pas pu se connecter au logiciel permettant un accès à la version informatique de cette procédure.

L'exploitant a présenté à l'inspection le compte-rendu de l'exercice de perte d'utilité électrique d'octobre 2022.

Il indique en avoir réalisé un autre en 2023 et souhaite en refaire un en 2025 en portant une attention particulière aux aspects redémarrage et réaction des opérateurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

L'exploitant indique que suite à la mise en sécurité du site sur coupure électrique, le personnel suit la procédure n°V-ITSE-407/3 et adapte la poursuite de la mise en sécurité au regard de l'étape de production (cf. Fiche n°3). Si la perte de courant électrique perdure, le chef de quart fait des rondes pour s'assurer de la pérennité de la mise en sécurité. Il s'agit des rondes « classiques » opérées par le chef de quart. L'exploitant précise que si la perte dure plus longtemps, le cadre d'astreinte prend la main pour déterminer comment s'assurer du maintien de la mise en sécurité du site en fonction des productions en cours au moment de la coupure.

À noter, les reports des niveaux, alarmes, détection... sont secourus par le groupe électrogène dont l'autonomie est d'une centaine d'heures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

Constats :

L'étude de dangers indique :

- Les positions de repli des vannes ont été définies à la conception (ouvertes ou fermées par manque d'énergie),
- 1 groupe électrogène d'une puissance de 750 kVA, associé à une cuve enterrée de 5 500 litres de fuel, prend le relais en cas de panne électrique. Le groupe électrogène protège les bâtiments en activité tels que : les ateliers P2, P5, et les utilités groupes froids et autres...
- Les bâtiments et laboratoires bât. C, A et poste de garde sont sous protection onduleurs.
- Un secours électrique par onduleur permet de maintenir les postes informatiques en fonctionnement.

Par ailleurs, l'exploitant transmet à l'inspection la liste des 7 onduleurs du site. À noter que 2 de ces onduleurs ont été installés en 2025.

Lors de la visite du site, l'inspection constate par sondage la présence du groupe électrogène et des onduleurs du local informatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement

Prescription contrôlée :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

Constats :

Le groupe électrogène prend le relais de l'alimentation principale en cas de perte électrique. Ce groupe a été observé lors de l'inspection. La cuve de fioul alimentant le groupe électrogène était remplie à 4000L pour une capacité de 5500L. L'exploitant précise que le groupe électrogène consomme environ 50-54 L/heure pour une utilisation à 75 % de ses capacités, d'où une autonomie d'une centaine d'heures environ.

L'exploitant indique qu'il allait faire procéder au remplissage de la cuve.

Par ailleurs, l'exploitant indique que ses onduleurs disposent d'une autonomie d'une heure par onduleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant indique qu'il procède à un test de démarrage mensuellement en plaçant le groupe électrogène sur un banc de charge. Il présente le bon de test du 1^{er} janvier 2025 et du 1^{er} février 2025.

La maintenance du groupe électrogène est réalisée semestriellement par un prestataire externe. L'exploitant présente les bons de visites de contrôle de la société FLIPO-RICHIR du 3 juin 2024, du 5 août 2024 et du 14 décembre 2024.

La bascule du réseau sur le groupe électrogène n'est pas testée dans la procédure de maintenance mais a été vérifiée lors des exercices de 2022 et 2023 et le sera lors de celui prévu en 2025. Par ailleurs, des bascules liées à des pertes réelles de courant ont eu lieu en 2022, 2023 et 2024.

La maintenance sur les onduleurs est réalisée annuellement. L'exploitant présente le bon d'intervention du 6 mars 2024 avec la société BSAV. À noter, cette maintenance ne teste pas directement la durée d'autonomie de batterie mais les caractéristiques techniques de l'onduleur. La présence des onduleurs a pu être constatée par l'inspection sur le site dans la salle des serveurs. La climatisation de cette salle est elle-même sous onduleur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : L'exploitant a précisé ne pas avoir identifié de besoin de remise en conformité. À titre d'information, l'exploitant indique à l'inspection qu'il va installer cet été un système d'auto-détection et d'auto-extinction incendie fonctionnant au CO2 sur les TGBT (Tableaux Généraux Basse Tension) du site.
Type de suites proposées : Sans suite